

Colloque QSF 12/02/2016 : Quel lycée pour quelle université ?ⁱ

I – Une alerte lancée aux politiques

De nombreux universitaires et en particulier ceux qui étaient présents à ce colloque, font le constat d'une baisse de niveau inédite chez leurs étudiants, tels qu'ils arrivent après le bac et tels qu'ils demeurent souvent dans la suite du cursus.

Il s'agit non seulement d'une ignorance des connaissances de base, mais aussi d'un ensemble de comportements ascolaires ; Denis Kambouchner, professeur de philosophie à Paris 1) pointe par exemple ce qu'il appelle des « habitudes de vie » (langage, rapport aux médias, relations entre pairs, capacité d'attention) peu en phase avec les exigences de travail universitaire.

Il devrait en résulter dans les facs des mesures concernant l'accueil et un renforcement de l'encadrement pédagogique qui devrait être comparable à celui des classes prépas et qui ne l'est pas.

En sciences le constat est dramatique puisque la pénurie de candidats aux études scientifiques a diminué de moitié depuis 1995. Jean Pierre Demailly (professeur de Maths à Grenoble 1) dénonce l'affaiblissement des contenus des programmes de collège et de lycée, le fait qu'on n'arrive plus à pourvoir les postes aux CAPES et Agrégations scientifiques du fait de la faiblesse de niveau des candidats ; cette baisse de niveau ne vient pas seulement de la superficialité des valeurs encensées par notre société, mais aussi de l'idéologie politique qui préconise une absence de sélection et un nivellement par le bas.

Peut-être faudrait-il créer à l'université des parcours de niveau différent au lieu de proposer à tous le menu unique LMD. Il faudrait aussi permettre une véritable autonomie des universités en les délivrant du poids d'une administration écrasante. Quant au secondaire, il n'est pas question de « refonder » quoi que ce soit, mais plutôt de repartir à l'inverse de ce qu'on fait en revoyant complètement les formations et les apprentissages de base.

Selon Laurent Jaffro (professeur de philosophie à Paris 1) le dualisme classes prépas/université pourrait être atténué par quelques mesures (obligations de conventions lycées/universités, politique d'équivalences, passerelles qui ne soient pas à sens unique, pluridisciplinarité) afin de cesser de fragiliser le modèle universitaire.

D'autres propositions sont faites depuis la salle : l'APPEP¹ demande « réinstaurer » l'école au lieu de la réformer et propose par exemple de créer des ENS régionales en lieu et place des actuels ESPE (ex-IUFM) ; d'autres préconisent la création de réseaux de classes aux programmes enrichis ; le SNALC souligne l'extrême malaise des profs et l'urgence de la question du secondaire auquel la Réforme du collège va porter le coup de grâce.

II – Le point de vue du lycée

Michel Bouchaud, ancien proviseur de Louis-le-Grand, souligne le côté illisible du système supérieur pour les lycéens avec ce paradoxe qui fait que les IUT opèrent une sélection et pas les Universités.

C'est pourquoi, selon lui, il importe que l'information sur l'orientation soit intégrée aux programmes des lycées. Il préconise aussi d'associer les enseignants du supérieur à l'élaboration des programmes du secondaire, de décloisonner les savoirs, de limiter les options qui coûtent cher et qui dispersent les horaires.

¹ L'APPEP : Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public

Sylvie Cadinot, professeur de lettres dans un lycée de Clichy-sous-bois, soutient l'idée que dans certains lycées difficiles, la préparation du bac oblige à abandonner les exigences d'un vrai travail d'accès à la culture. Les élèves qu'elle côtoie sont en effet souvent très éloignés des attitudes qui permettraient d'étudier ; les principaux obstacles au travail scolaire sont l'attachement de chaque élève à son environnement personnel, l'incompréhension de la raison d'être des savoirs enseignés, la fatigue et l'angoisse face aux rythmes de l'école, l'absence de suite dans les idées, la difficulté à faire des liens entre les disciplines, à suivre un cours en silence, sans demande perpétuelle d'interaction.

Face à cela, il faudrait pouvoir prendre du recul, faire réfléchir au sens de ce qu'on enseigne, en quoi cela concerne chacun dans sa subjectivité, bref il faudrait pouvoir « appliquer » ce qu'on enseigne. Mais la nécessité de préparer le programme du bac avec ses exigences méthodiques propres empêche ce travail de fond.

III – Réactions des politiques

Benoist Apparu, actuellement élu LR, qui fut en 2009 rapporteur de la loi LRU sur les Universités, dite loi Pécresse, pense qu'il y a un dualisme université/ Cpgc mais aussi un dualisme entre les bacs généraux et les bacs techniques. On a eu tort de dire que tous ces bacs étaient égaux et que les formations qui suivaient étaient également ouvertes à tous. Si le débat sur la sélection est probablement inaudible en France aujourd'hui, on peut en revanche proposer de retrouver de vraies filières : le bac pro devrait déboucher directement sur le marché du travail, le bac technique permettrait d'accéder à l'enseignement supérieur court (BTS, IUT) et le bac général ouvrirait les portes de l'enseignement supérieur long.

Il faudrait de plus renforcer ce qu'on appelle « l'orientation active ».

Isabelle This Saint-Jean, professeur d'université et chargée au PS de l'enseignement supérieur et de la recherche, prend le contre-pied des discours de doléance et affirme qu'on devrait se focaliser davantage sur nos réussites : force de la recherche française, grande attractivité de nos formations pour les étudiants du monde entier.

Les objectifs d'une politique éducative sont, selon elle, l'ambition d'amener plus de jeunes à des niveaux plus élevés et la diminution des injustices liées à l'éducation, en particulier le fait que la petite élite qui occupe les plus hautes fonctions économiques et politiques se recrute toujours dans les mêmes milieux.

Conséquence de cette reproduction sociale : « on se prive de talents », dit Mme This Saint-Jean. Il faudrait donc se poser la question de savoir « comment on va chercher le mérite » de tous ces jeunes talentueux, mais à qui le système actuel ne donne pas leur chance.

Elle préconise donc de faire converger classes prépas et universités, par exemple en créant davantage de classes prépas intégrées. De toutes façons, ce qui est sûr c'est qu'il faudra plus de moyens.

A la remarque faite par le président sur les objectifs de l'école qui devrait d'abord instruire et non résorber les injustices, B. Apparu fait le constat que très souvent les familles préfèrent le privé au public parce que le premier affiche son ambition d'instruire là où le second parle de « projet d'établissement ». Mais une véritable politique éducative réclamerait beaucoup de moyens, ce qui amène à poser la question taboue des droits d'inscription, très faibles en France par rapport à bien d'autres pays.

I. This Saint Jean insiste sur le fait que la sélection est d'autant plus précoce qu'elle est sociale et qu'il faudrait créer des possibilités de rattrapage. Il faudrait aussi s'attaquer aux conditions matérielles de vie et d'études des étudiants.

A une remarque de la salle qui lui signale qu'elle ne voit pas que le « Titanic est en train de couler », elle répond sur le fait que les jeunes d'aujourd'hui « ne pensent pas comme nous » (sic), qu'il faut donc revoir totalement nos visions des problèmes. De plus la vie qui attend ces jeunes sera totalement différente de la nôtre : le CDI n'existera plus et il faudra se former tout au long de la vie...

Pour ce qui relève du secondaire, B. Apparou pense qu'il faut viser une maîtrise à 100% du « socle commun de connaissances et de compétences » et pour cela faire fusionner le primaire et le collège ; ce cursus deviendrait le nouveau Primaire, voué aux acquis du fameux « socle », tandis que le lycée et les trois premières années de supérieur feraient un bloc « -3 +3 ».

IV – Expériences d'étudiants et réflexions sur un système

Hélène Merlin-Kajman, professeur de lettres en université, donne plusieurs exemples pour décrire l'état d'inculture inouï de ses étudiants de 1^{er} cycle.

Face à ce désastre, il faudrait peut-être créer une 1^{ère} année de fac pour remise à niveau ou permettre aux étudiants de capitaliser leurs acquis à leur rythme. En tout cas il faudrait définir des pré-requis à l'entrée en fac. et les vérifier.

F. Truong, chercheur en sociologie, a fait une enquête sur une cohorte d'élèves de Seine saint Denis dont il a observé l'évolution sur une dizaine d'années depuis leur lycée jusqu'à leur entrée dans la vie active. Il en ressort une vision différente de ce qu'on voit en classe. Souvent le rapport au savoir change au contact du monde actif.

Plus profondément cela soulève le problème que rencontrent beaucoup de ces jeunes issus de couches populaires : ils ne savent pas où est leur place, ils se sentent illégitimes, voire stigmatisés quand ils arrivent dans le Supérieur ; corollaire de ce sentiment d'exclusion, beaucoup se tournent vers le privé car le fait de payer leur paraît une garantie de réussite et d'insertion ce qui est, bien sûr, un leurre et ce qui les oblige souvent à s'endetter.

F. Vatin, professeur de sociologie, a analysé des statistiques qui montrent la préférence croissante des élèves et de leurs familles pour l'enseignement privé. Les raisons tiennent principalement au fait que c'est un enseignement sélectif.

Mireille Kentzinger

ⁱ¹ L'intégralité des interventions et des débats sera prochainement disponible pour être écoutée en podcast sur le site de QSF : <http://www.qsf.fr/>